

LIEBICH, André. *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*. Genève, Georg Éditeur, 1997, 190 p.

Paul Pilisi

Volume 29, Number 4, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703981ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703981ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pilisi, P. (1998). Review of [LIEBICH, André. *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*. Genève, Georg Éditeur, 1997, 190 p.] *Études internationales*, 29(4), 1021–1023. <https://doi.org/10.7202/703981ar>

tuelles » (p. 214). L'élargissement de l'Europe est vu comme un projet porteur de contradictions explosives qui devrait être « repensé » au nom d'une conception solidariste – les dernières lignes de la conclusion relèvent en ce sens de l'utopie.

Le livre a les qualités et les défauts d'une approche pluridisciplinaire, ces derniers paraissant apparents aux spécialistes d'une discipline donnée. Pour l'économiste le chapitre sur l'économie fait la part trop belle aux problèmes d'aménagement du territoire. En outre il est bien difficile de traiter dans un même chapitre des problèmes de la « transition » et des développements dans les économies occidentales d'Allemagne et Autriche. Le thème de la transition se retrouve naturellement dans les chapitres plus spécialisés sur les secteurs d'activité, non sans redites. Les développements sur le facteur humain (population, travail, migrations, etc.) traités principalement dans un chapitre spécial mais se retrouvant aussi ailleurs sont informatifs et argumentés. On regrettera le traitement épisodique des relations économiques internationales de cette zone; l'opinion négative des auteurs sur l'avenir européen de l'Europe de l'Est l'explique en partie mais n'excuse pas certaines erreurs (on a l'impression, page 51, que tous les accords d'association datent de 1996 seulement).

Pour conclure, il s'agit d'un ouvrage intéressant et pédagogique, mais qui doit être complété en tant que manuel par une approche un peu plus diversifiée.

Marie LAVIGNE

*Institut des Sciences mathématiques
et économiques appliquées, Paris*

Les minorités nationales en Europe centrale et orientale.

*LIEBICH, André. Genève,
Georg Éditeur, 1997, 190 p.*

Dans l'introduction du volume, « Les minorités à l'Est », l'auteur souligne avec insistance le fait que « la question des minorités est revenue à l'ordre du jour en Europe centrale et orientale ». En outre, il n'existe aucune définition universellement acceptable, laquelle correspondrait à la notion de « minorité ». En ce qui concerne l'Europe centrale et orientale, désignée aussi « l'Autre Europe », elle a parcouru une « trajectoire historique » différente de la partie occidentale du continent européen. « L'absence d'États définis en termes nationaux exerce une influence sur la signification des frontières. À l'Ouest, les frontières linguistiques – entre peuples latins et germaniques, par exemple – sont relativement stables depuis mille ans... Rien de tel à l'Est où les frontières, tant linguistiques que politiques, ont varié sans cesse depuis des siècles. » (pp. 25-26)

Avec l'introduction, le livre est divisé en six sections. La deuxième, consacrée à l'Europe centrale, après une évocation historique, expose les questions relatives aux minorités dans quatre pays: la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. À la suite du démembrement de la Tchécoslovaquie, il existe une minorité slovaque dans la République tchèque.

L'auteur met en relief un problème qui touche la plupart des pays de la région. Il s'agit des Gitans. En Hongrie, les Gitans représentent 10 % de la population, et de 60 % à 70 % de la population carcérale (pp. 53-

54). En République tchèque, les Gitans, responsables de 11 % des crimes commis et de 50 % des cambriolages, sont traités de « nègres » et 50 % des Tchèques « ne veulent pas les avoir comme voisins » (p. 57). En Slovaquie, les Gitans représentent, dans certaines régions, de 15 % à 18 % de la population et leur perception ressemble à celle qui prévaut dans la plupart des pays de la région. Les Hongrois représentent 11 % de la population. « Leur nombre est en diminution depuis soixante-quinze ans, pour des raisons d'émigration et d'assimilation, tant volontaires qu'imposées... Les Hongrois ne composent que 4 % de la population de la ville orientale de Kosice, autrefois connue sous ses noms hongrois et allemand, Kassa et Kaschau, et qui abritait au ^{xvii}^e siècle une université hongroise disparue depuis longtemps. » (p. 60)

La troisième section concerne l'Europe des Balkans, notamment l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie. En évoquant le poids du passé, l'auteur insiste, à juste titre, sur le clivage existant entre l'Europe catholique ou occidentale et l'Europe orthodoxe et orientale. « Depuis le début de ce siècle, les Balkans sont identifiés au terme dérivé de « balkanisation » qui se réfère à un processus de fragmentation politique né dans le désordre et générateur de chaos. » (p. 69)

Après l'évocation des relations tumultueuses entre l'Albanie et la Grèce, l'auteur évoque les jalons historiques de la Bulgarie par rapport aux minorités qui constituent 23 % de la population. La minorité turque représente 10 %, les Gitans entre 5 % et 8 % de la population globale du pays. En ce qui concerne la Macé-

doine, il semble que le sentiment bulgare n'est pas universellement partagé par les Macédoniens, soit près de 200 000 personnes.

Comme pour la plupart des pays, l'auteur retrace l'histoire de la Roumanie depuis sa formation en 1859. C'est en Transylvanie que les Hongrois représentent 20 % de la population. « Pour la communauté hongroise de Roumanie, les dernières années du régime communiste de Nicolae Ceausescu furent les plus sombres... La minorité dut subir le démantèlement de ses institutions effectué dans un climat de nationalisme roumain exacerbé. Le programme de « systématization » ou destruction de villages, cher à Ceausescu, visait particulièrement les régions de peuplement hongrois. » (pp. 83-84)

À côté des Hongrois, Allemands, Russes, Serbes, Croates, Lipovanes, Ukrainiens et Ruthènes, le nombre réel des Gitans en Roumanie est peut-être dix fois supérieur au chiffre officiel de 300 000. À titre de curiosité, l'auteur mentionne la rumeur répandue selon laquelle le dictateur Ceausescu et sa femme étaient d'origine gitane.

Toute une section est consacrée à l'ex-Yougoslavie, État multinational par excellence. Après avoir exposé le cheminement de l'idée « yougoslave », l'auteur passe en revue les ex-républiques fédérées, devenues indépendantes par rapport aux problèmes nationaux. À l'heure actuelle, il est évident que le problème du Kosovo, habité dans une proportion de 90 % par une population albanaise, est le problème le plus aigu de la « petite » Yougoslavie. Cependant, ce n'est pas le seul problème.

Au Sandjak de Novi Pazar, la population musulmane compose la majorité des quelque 500 000 habitants. Tout comme en Voïvodine, la question nationale dans la « petite » Yougoslavie se heurte à l'intransigeance de Belgrade.

La cinquième section qui concerne l'ex-URSS, passe en revue la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Dans cette partie européenne de l'ex-URSS, la russification et la présence massive des Russes (30,3 % de la population en Estonie, 33,8 % en Lettonie) ne cessent de se répercuter sur la vie sociale, culturelle, politique et linguistique des États concernés.

Enfin, la sixième section, en guise de conclusion, livre la réflexion de l'auteur qui en connaissance de cause s'interroge sur le passé et l'avenir.

« Au moment où les deux Europes se rapprochent, une deuxième chance s'offre de construire la démocratie, cette fois en respectant les minorités. » (p. 173)

Les nombreuses cartes et des tableaux statistiques complètent le livre accessible à toutes et tous. Il s'agit d'une référence utile aux étudiants intéressés aux problèmes minoritaires de cette partie de l'Europe. On ne peut qu'en recommander la lecture.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi, Canada

RUSSIE

Russia and Europe, the Emerging Security Agenda.

BARANOVSKY, Vladimir (dir.).

Don Mills, SIPRI, Oxford University Press, 1997, 600 p.

La Russie, l'Europe et la sécurité. La question est vaste, complexe, ancienne et sans cesse renouvelée. Vladimir Baranovsky, sans doute l'un des meilleurs experts russes des questions européennes, détaché au SIPRI, a rassemblé un groupe de quelque 26 chercheurs pour aborder cette question sous ses divers aspects. L'un des principaux intérêts de cet ouvrage collectif est d'avoir rassemblé, pour répondre aux diverses questions posées par ce sujet, des spécialistes venant de Russie, d'Europe centrale et des pays occidentaux. Plus précisément et dans la plupart des cas, chaque aspect de la question est traité successivement par un expert russe et par un expert européen – ou américain – diversifiant ainsi de manière salutaire les divers points de vues. Il ne sera pas question ici de rendre compte de chacune de ces contributions, toutes d'une excellente qualité d'expertise, mais plutôt de présenter les thèmes récurrents, ce qui fait l'unité de l'ouvrage plutôt que sa diversité.

Les contributions ont été subdivisées en douze grandes parties que l'on peut regrouper en trois grands thèmes: le contexte général, les implications internes à la Russie de la sécurité européenne (comprenant les problèmes de l'héritage soviétique, le débat sur l'intérêt national russe et le débat militaire) et enfin les spécificités régionales et subrégionales de la sécurité dans l'ancienne sphère d'in-